Voltairenet.org Réseau Voltaire

Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie

par Thierry Meyssan

La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 7 AOÛT 2018

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1er mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique.

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'état-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue US, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire US, les forces russes cibleraient les 53 navires US de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 portes-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

En définitive, les États-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'« affaire Skripal » : si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade US en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup

plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la « répression de la dictature » et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, et le chef d'état-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de « l'état de droit ». Malheureusement comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants ouest-européens face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

À chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque État durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin : retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président

Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) —juste pour semer le trouble outre-Atlantique—. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Égypte, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Jordanie, comprend des représentants de l'État hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche : pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne ?

Concernant la réouverture des ambassades, les Émirats arabes unis ont pris les « Occidentaux » et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des

conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

La Russie a résolu le problème : la police militaire russe a réinstallé les forces de l'Onu le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'Onu et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.

Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de « boucher », a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur

du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdoğan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb).

Thierry Meyssan

Source : « Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 août 2018, www.voltairenet.org/article202272.html